

Reconquérir une citoyenneté perdue : le rôle de l'école

Antoine Baby¹

Pour que l'école ne soit plus une simple fabrique de main-d'œuvre, il serait temps de faire de la politique en classe, d'établir un partenariat écoles/groupes communautaires et de substituer une pédagogie de la libération à une pédagogie d'employabilité.

Quand la citoyenneté ne va plus de soi

Jusqu'à tout récemment, la citoyenneté sociale (que je distingue de la citoyenneté territoriale encore appelée nationalité et de la citoyenneté strictement légale) s'obtenait presque automatiquement, du moment qu'on atteignait l'âge de la maturité et qu'on réussissait à se trouver un emploi stable. Dès lors qu'une personne franchissait ces étapes, on lui reconnaissait généralement toutes les prérogatives du citoyen ou de la citoyenne. Par contre la situation était un peu différente pour ceux et surtout celles qui ne se destinaient pas au marché du travail. Pour ces gens, la citoyenneté s'obtenait par l'âge seulement, c'est-à-dire du seul fait de la majorité légale. Mais ils et elles devaient en payer le prix puisqu'il ne s'agissait habituellement que d'une citoyenneté partielle et tronquée. Ainsi les femmes, bien que légalement majeures, n'ont pas eu le droit de vote avant 1944. Quant aux femmes mariées, au

début des années 60, elles n'avaient toujours pas le droit de contracter ou d'emprunter sans la signature de leur mari. À l'époque, les juristes disaient même avec une pointe de cynisme et d'ironie qu'une femme mariée, c'était moins qu'un mineur émancipé. Quoi qu'il en soit, il n'y avait ni de crise, ni même de véritable problème de citoyenneté. On s'accommodait assez facilement de la citoyenneté qu'on avait, puisque celle qu'on obtenait, correspondait *grosso modo* à son statut social et surtout aux obligations de son statut. Et les difficultés d'insertion étaient bien davantage des difficultés d'ordre psychologique vécues par des individus qu'un phénomène social impliquant, par exemple, des classes d'âge entières. À l'époque, la plupart des gens étaient donc « sans discussion » citoyens à part entière.

Mais les choses ont basculé brusquement. Une déconnexion brutale s'est opérée entre le travail salarié et la citoyenneté, à partir du moment où la situation de l'emploi et les conditions du travail salarié ont elles-mêmes commencé à se dégrader. Pure coïncidence ? non. On comprendra facilement pourquoi les choses se sont produites ainsi si on se rappelle que, depuis la révolution industrielle, la clé d'accès par excellence au rang de citoyen était la possibilité d'occuper une fonction de travail rémunérée et stable. Lorsque la possibilité d'occuper une telle fonction de travail s'est mise à se détériorer, la qualité de citoyen, qui lui était indissociablement liée, a également commencé à se détériorer. Les choses étant ce qu'elles sont, nous voilà aujourd'hui dans une situation où il n'est pas exagéré de dire qu'à travail précaire correspond une citoyenneté précaire.

Être ou ne pas être citoyen-ne

Mais que veut dire aujourd'hui perdre sa citoyenneté ? Que signifie au juste l'expression ne plus être citoyen-ne ou ne pas être citoyen-ne ? Il y a mille et une façons de perdre sa citoyenneté en tout ou en partie. Je m'en tiendrai donc à quelques exemples. Ainsi, quand on perd une partie des libertés et des droits qu'on accorde aux autres, on perd aussi une partie de sa citoyenneté. Quand le système refuse aux bénéficiaires de la sécurité sociale, par exemple, le droit au dépôt automatique de leurs prestations dans leur compte de banque, on les prive d'un droit qu'on accorde même aux mineurs. Qui plus est, on les prive de ce droit pour pouvoir les contrôler et s'assurer qu'ils font des démarches rituelles d'employabilité dans un contexte où, paradoxalement, il n'y a plus d'emplois pour tout le monde ! Autrement dit, on les prive d'un droit pour pouvoir mieux les priver d'une partie de leurs libertés ! Ces dispositions de la sécurité du revenu les privent donc d'une partie de leur citoyenneté. Quand on refuse à des gens le droit de s'associer, comme c'est le cas dans la plupart des situations de sous-traitance, on les prive aussi d'une part très importante de leur citoyenneté.

Perdre son travail ou se voir refuser du travail salarié quand le travail salarié est la seule façon de survivre dignement dans une société comme la nôtre, c'est encore une autre façon de se faire priver d'une partie, peut-être la plus importante, de sa citoyenneté et de tout ce qui y est associé : autonomie financière, droit de contracter, droit d'emprunter, droit au logement décent, droit de disposer de ses avoirs comme bon nous semble,

droit d'augmenter ses revenus et d'améliorer sa situation matérielle, droit de prendre des vacances, d'avoir des loisirs et ainsi de suite. La personne sur la voie de l'exclusion est alors entraînée dans une spirale dont il lui devient pratiquement impossible de se sortir jusqu'au rejet total. N'ayant plus de travail, elle n'a plus de salaire. N'ayant plus de salaire, elle n'a plus les droits et les privilèges qui s'y rattachent. N'ayant plus les droits et privilèges qui s'y rattachent, elle perd aussi les relations que ce travail lui avait permis d'établir ainsi que l'accès aux réseaux informels qui sont indispensables à la vie quotidienne. Elle perd même l'accès à l'information qui lui aurait permis autrement de savoir ce qu'il lui reste comme droits, s'il lui en reste. Elle perd encore l'accès aux solidarités de base que ces réseaux lui assuraient jusqu'ici.

En bout de piste, cette personne perd graduellement confiance dans les autres, puis en elle-même et le tour est joué : sans le savoir, cette personne vient d'achever la privatisation perfide d'un problème de société, en ce sens qu'elle vient de prendre à son compte et à sa charge un problème qui pourtant avait été créé de toutes pièces par le système. Et Madame la

En dépit de ses efforts pour se « recycler », l'école fut pourtant doublée de vitesse et de zèle par les programmes d'employabilité, véritables interfaces qui venaient se loger entre elle et le marché de l'emploi.

*Il faut que, grâce
aux gens de terrain
qui travaillent avec les
laissés pour compte, ceux-ci
réinvestissent le social en
rangs serrés pour que ce ne
soit pas en bandes
enragées.*

Société se retrouve alors comme la Madame de Wal-Mart : elle est ben contente parce que ça lui fait un problème de moins à régler !

Quant à l'individu, il se retrouve avec un problème de plus sur les épaules. Même s'il est encore nominalement dans la Cité, il est maintenant isolé et sans défense. C'est alors qu'il s'engage contre son gré dans l'ultime étape de l'exclusion. Il est rapidement refoulé aux portes de la Cité, c'est-à-dire exclu. N'étant plus socialement dans la Cité, il n'est plus citoyen. Un point, c'est tout ! L'exclusion sociale, c'est donc la perte totale de la citoyenneté. L'individu est peut-être encore physiquement là, mais il est civiquement mort, comme on dit cliniquement mort !

Encore la faute de l'école ?

Pour l'observateur attentif, le problème s'est d'abord posé, il y a plusieurs années, en termes de difficultés croissantes d'insertion sociale et professionnelle. La transition école-travail devenait de plus en plus pénible. Puis on s'est mis à parler d'exclusion sociale. Non seulement les nouveaux arrivants éprouvaient-ils de plus en plus de difficultés à se trouver « une place dans le trafic », comme dit la chanson, mais ceux et celles qui s'y trouvaient déjà, en étaient-ils de plus en plus souvent rejetés. Les idéologues du néolibéralisme, véritables *preachers* des relations humaines, firent alors une découverte géniale qui achevait de

privatiser ce qui était pourtant, et de plus en plus, un problème engendré par l'organisation. Le problème, entonnèrent-ils en chœur, vient du fait que les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas employables. C'est donc une question d'employabilité. Ce n'est pas le système social qui est incapable de trouver une place pour tout le monde dans la Cité. C'est l'individu qui n'est pas capable de s'y insérer.

Tel était bien le discours insidieux qui fit croire aux gens peu instruits et démunis qu'ils n'avaient qu'à s'en prendre à eux-mêmes de ce qui leur arrivait. D'un autre côté, il n'en fallait pas plus pour que l'école, qui était déjà le site d'enfouissement sanitaire par excellence d'un nombre croissant de problèmes de société, se voit accuser de mal faire son travail. Cédant trop vite sous le poids des pressions, elle réorienta trop radicalement sa mission en fonction de la satisfaction de très volatiles besoins immédiats de main-d'œuvre. Par la force des circonstances, elle délaissait ainsi l'autre aspect de sa mission, celui de préparer à l'insertion sociale, c'est-à-dire à l'exercice du rôle de citoyenne et de citoyen, auquel pourtant elle n'accordait déjà pas tellement d'importance. En dépit de ses efforts pour se « recycler », l'école fut pourtant doublée de vitesse et de zèle par les programmes d'employabilité, véritables interfaces qui venaient se loger entre elle et le marché de l'emploi. Aujourd'hui, le moins qu'on puisse dire est que la problématique de l'employabilité n'a pas donné les résultats escomptés.

Personnellement, je crois qu'il en est des solutions au problème contemporain de la citoyenneté et de sa négation que constitue l'exclusion sociale, comme du traitement des maladies humaines. Il y a des médecines douces et des médecines de choc. Il y a des médecines sociales conciliantes et des médecines sociales irréductibles. Après avoir vécu des expériences avec des exclus sociaux qui m'ont profondément marqué, je suis devenu résolument partisan des médecines de choc, tellement j'ai perdu espoir dans les médecines douces appliquées à toutes les

formes de problèmes de la citoyenneté, à commencer par les diverses variantes des mesures d'employabilité. Si d'autres croient encore dans les médecines sociales douces, tant mieux. Non seulement je respecte leur croyance, mais je leur tends le relais et leur offre ma collaboration. Quant à moi, j'ai changé de camp.

La loi du plus fort

Voilà plus de trente ans que je fais de la sociologie et, pourtant, je ne connais toujours qu'une seule loi du social, c'est la loi du plus fort ! Une société, c'est comme une famille nombreuse aux moyens limités : c'est celui qui gueule le plus fort qui est le mieux habillé ! Je dis souvent aux jeunes et aux autres en mal de citoyenneté avec lesquels j'ai l'occasion de travailler : « Gueulez plus fort, ils ne vous entendent pas parce d'autres gueulent beaucoup plus fort que vous ». Et à toutes les intervenantes et les intervenants du vaste chantier de la citoyenneté, je dis, au risque de me faire accuser de subversion et de sédition : « Soit, aidez les jeunes et les autres à se développer personnellement, à développer leur employabilité, par exemple. Mais aidez-les aussi et surtout à se développer collectivement et à rétablir solidairement l'équilibre de la terreur ! Rien de moins ». Seuls et isolés, ces gens sont cuits, ils sont faits à l'os ! Il faut que, grâce aux gens de terrain qui travaillent avec les laissés pour compte, ceux-ci réinvestissent le social en rangs serrés pour que ce ne soit pas en bandes enragées.

J'utilise souvent la métaphore des barbares aux portes de la Cité antique pour caractériser la situation de ces personnes. L'idée m'était venue à la suite d'une série d'entretiens avec des jeunes frappés de multiples exclusions. Exclusion de l'emploi, exclusion de la scolarisation, exclusion même de la résidence fixe, exclusion du réseau familial, exclusion d'à peu près tous les autres réseaux d'appartenance et finalement exclusion de la citoyenneté. Et j'avais été frappé par le fait que, sur le coup, ces jeunes ne semblaient éprouver ni frustration, ni sentiment de révolte de la pénible

situation existentielle qui était la leur. C'était peut-être parce que j'avais touché là ce que Paulo Freire² appelle la « conscience dominée » qu'il oppose à la « conscience libérée ». Je ne pouvais pas expliquer cette étonnante résignation autrement que par le fait qu'ils et elles étaient sous anesthésie sociale. Voilà pourquoi j'avais intitulé une de mes premières réflexions sur la question : « Les barbares sont aux portes de la cité, mais ils dorment... ».

Non seulement n'éprouvaient-ils apparemment aucun ressentiment, mais encore assimilaient-ils les modèles et les clichés de l'idéologie néolibérale avec une facilité déconcertante. Ils se faisaient volontiers les auteurs de leur propre misère. « Le gars du BS m'a dit que j'étais " apte au travail ", me confiait l'un d'entre eux. " Fait que si j'trouve pas d'job, ça doit être de ma faute ". " Après tout, disait un autre, on est l'auteur de sa propre merde ! " Et la cerise sur le gâteau qui m'avait suggéré d'appeler ce curieux phénomène le syndrome de Rockefeller, c'était celle-ci qui m'était livrée presque sur le ton de la remontrance :

*Exclusion de l'emploi,
exclusion de la scolarisation,
exclusion même de la résidence
fixe, exclusion du réseau familial
exclusion d'à peu près tous les
autres réseaux d'appartenance et
finalement exclusion
de la citoyenneté.*

« Prenez Rockefeller, lui, il s'est tenu d'boutte, il s'est retroussé les manches, pis y'a foncé ! » Rockefeller, lui-même, ne se serait jamais senti capable de cette forme assez particulière de philanthropie : servir d'exemple aux enfants et aux petits-enfants de ceux et celles qu'il avait exploités et opprimés. Et pourtant, disait Galilée, elle tourne !

Émancipation, conscientisation et politisation

Grâce à un ingénieux stratagème méthodologique³ que j'introduisais à la fin de l'entrevue, j'avais pu tester leur « potentiel de révolte » ou d'émancipation ou même simplement de rouspétance. Et j'en étais venu à la double conclusion 1) qu'il valait mieux ne pas sous-estimer leur capacité de se réveiller brusquement, comme cela se fait déjà dans les banlieues d'exclusion de France, d'Angleterre et des États-Unis d'une manière si violente et si aiguë que les pouvoirs publics n'arrivent plus à les contenir, 2) qu'il était par conséquent préférable d'enseigner à ces jeunes à montrer les dents dans l'espoir qu'ils ne soient pas obligés de mordre. C'est à partir de ce moment que le problème de fond devint pour moi infiniment plus qu'un problème d'employabilité. Ces jeunes avaient même perdu leur citoyenneté ; ils et elles avaient désappris à être citoyens et citoyennes. Ils étaient donc à cent lieues d'avoir besoin qu'on leur montre à être plus employables. Leur réinsertion sociale passait plutôt par la reconquête de leur propre citoyenneté que seul un travail de

politisation, au sens noble du terme, pouvait leur permettre d'entreprendre. J'entends ici le mot politisation dans le sens premier du terme : polis, la cité. Ils et elles doivent réintégrer la cité. Tout simplement. Il fallait notamment que ces gens réapprennent à être sujets de leur propre existence. Sujet, comme dans sujet, verbe et complément : celui ou celle qui fait l'action.

Il y avait aussi un travail d'émancipation à faire. Et cette émancipation ne pouvait s'amorcer autrement que sur un processus de conscientisation. Ces gens devaient en effet passer du stade que Freire appelle de la « conscience dominée » au stade de la « conscience libérée ». Et Freire signale que ce passage ne peut pas et ne doit pas se faire à travers une « éducation-domination », comme c'est trop souvent le cas des pédagogies d'employabilité et de réinsertion sociale. Il doit se faire à travers une « éducation-libération » qui, selon les termes de Freire, développe chez l'exclu en voie d'émancipation « une conscience claire de sa situation objective », « une approche critique de la réalité » et surtout qui amène celui-ci à « rechercher et à trouver les moyens de transformer le monde dans lequel il vit ». Rien de moins.

En somme il s'agit bel et bien, pourquoi se le cacher, d'une forme non-violente de subversion basée sur cette vieille sagesse qui nous rappelle que la crainte est le commencement de la sagesse ... pour l'autre aussi. C'est d'ailleurs cette sagesse qui m'avait conduit à suggérer à ces jeunes assistés sociaux qu'il valait mieux apprendre à montrer les dents pour ne pas être obligés de mordre. On a eu récemment des exemples de gens qui, par milliers et par millions, ont repris confiance dans leur capacité d'être le sujet de leur propre action et de leur propre vie politiques au sens large du terme. Ces gens ont aussi recouvré leur capacité de changer le cours des choses à travers une action solidaire, confiante et concertée. Je pense aux trois grands pays d'Europe, l'Angleterre, la France et, demain, l'Allemagne, où des millions de gens ont dit non à une Europe trop économique et qui ont fait basculer la démocratie néolibérale pour faire place à la social-démocratie apparemment porteuse d'une Europe plus sociale.

*Il fallait notamment que
ces gens réapprennent à être
sujets de leur propre existence.
Sujet, comme dans sujet verbe et
complément : celui ou celle
qui fait l'action.*

Pour en arriver à de tels résultats, il a fallu qu'un par un, une par une, des millions de citoyens et de citoyennes prennent conscience de leur pouvoir réel. Or, pour prendre conscience, il faut que la conscience soit éveillée, il faut donc être conscientisé. Par ailleurs, pour prendre conscience de son poids politique réel, il faut être aussi politisé. En ce sens, chapeau à l'éducation démocratique européenne. Il faut sûrement qu'on ait le droit de « faire de la politique en classe » dans ces pays-là pour en arriver à de tels résultats. Chanceux, va ! De ce côté-ci de l'Océan, l'École québécoise, en supprimant le bloc de la formation personnelle et sociale, vient de se tirer dans le pied et de se déposséder du seul outil dont elle disposait pour assurer l'éducation à la citoyenneté. Encore aurait-il fallu le recycler à la lumière des postulats d'action de Freire.

Aux Etats-Unis, il y a présentement des disciples de Freire qui travaillent en ce sens dans les milieux défavorisés, soit par le truchement de l'école, soit par celui des groupes communautaires. Je pense à Henry Giroux⁴, Jonathan Kosol⁵ et Peter McLaren⁶ entre autres. Ils ont mis au point des pédagogies émancipatrices adaptées aux contextes historiques et sociaux très difficiles dans lesquels ils travaillent. Pourquoi pas nous ? Parce que ça fait trop vieille gauche ? Ce n'est pas un argument. D'ailleurs je sais qu'il y a présentement des groupes d'alphabétisation de Montréal et de Québec qui sont effectivement engagés dans la voie d'une pédagogie émancipatrice et libératrice, pour ne pas dire carrément subversive dans le beau sens du terme. C'est peut-être sans le savoir qu'ils se sont engagés dans cette voie, un peu comme Monsieur Jourdain qui, dans le Bourgeois gentilhomme de Molière, faisait de la prose sans le savoir, mais ça n'est pas moins efficace pour autant ! J'ai vu de ces groupes, par exemple, réapprendre aux jeunes le maniement d'une arme non violente extrêmement puissante : la solidarité entre gens de même condition sociale. La base même de la reconquête de la citoyenneté pour ceux et celles qui en ont été dépossédés ou qui, plus jeunes, n'y ont jamais eu accès.

Je crois en l'efficacité de l'action de ces groupes d'alpha dans la mesure où ils n'en restent pas à l'alphabétisation « fonctionnelle ». Car celle-ci, si on ne l'intègre pas à une alphabétisation de « conscientisation », risque fort de nous ramener brusquement dans les ornières décrites plus haut. Laissez à elle-même, elle est plutôt une pédagogie de sujétion et d'asservissement qu'une pédagogie d'émancipation. Apprendre tout juste ce qu'il faut pour se débrouiller, cela se réduit trop souvent à aller chercher le p'tit kit dont le boss a besoin ou simplement celui qui va plaire au boss. Il faut en donner beaucoup plus que ce que le boss demande. Il faut donner tous les outils, toutes les armes non violentes nécessaires à la reconquête d'une citoyenneté perdue. Je crois sincèrement que les conditions optimales d'une telle pédagogie passent par un puissant partenariat école-groupes communautaires en affichant haut et fort un indéfectible parti pris en faveur des laissé-e-s pour-compte de plus en plus nombreux et de plus en plus démunis.

1. Chercheur au Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES), Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval.

2. FREIRE, Paulo (1974), *Pédagogie des opprimés*, Paris, Petite collection Maspero.

3. À la fin de l'entrevue, je revenais sur deux ou trois passages dont la charge affective ne me semblait pas avoir été résolue sur le coup. Je me contentais alors de reprendre ces passages Verbatim et d'attendre une réaction sans la provoquer. Par exemple, l'un d'eux me racontait qu'un soir, « en revenant à la maison, j'avais quatorze ans, quand j'étais entré, mon père était chaud et il était en train de battre ma mère. Si j'avais été plus grand, pis plus fort, je le tuais... ». Je reprenais donc le propos le plus fidèlement possible et n'ajoutais aucun commentaire, aucune question.

4. GIROUX, Henry (1983), *Theory and Resistance in Education - A Pedagogy for the Opposition*, South Hadley, Bergin & Garvey Publishers Inc.

5. KOSOL, Jonathan (1990), *The Night is Dark and I Am Far from Home*, New-York, Simon & Schuster Inc.

6. McLAREN, Peter (1989) *Life in Schools - Introduction to Critical Pedagogy*, Toronto, Irwin Publishing.